



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

Le mardi 18 octobre 2005 — N° 171

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Michel Bissonnet**

---

**QUÉBEC**

La séance est ouverte à 14 h 06.

\_\_\_\_\_

À la demande de M. le président, l'Assemblée observe un moment de recueillement à la mémoire de M. Richard B. Holden, député de Westmount de 1989 à 1994.

\_\_\_\_\_

M. le président dépose :

Une lettre, en date du 14 septembre 2005, qu'il a reçue de M. André Boulerice, l'informant de sa démission à titre de député de Sainte-Marie–Saint-Jacques à compter de cette date.

(Dépôt n° 2110-20051018)

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôt de documents**

M. Dupuis, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel de gestion du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2111-20051018)

Le rapport annuel de gestion de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2112-20051018)

**18 octobre 2005**

---

M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de l'Institut national de santé publique du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2113-20051018)

Le rapport annuel de gestion du Conseil du médicament, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2114-20051018)

Le rapport annuel de gestion de la Régie de l'assurance maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2115-20051018)

Le rapport annuel de gestion du Conseil de la santé et du bien-être, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2116-20051018)

Le rapport annuel de gestion de l'Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2004 ;

(Dépôt n° 2117-20051018)

Le rapport annuel d'Urgences-santé, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2118-20051018)

---

M. Béchard, ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, dépose :

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;

(Dépôt n° 2119-20051018)

Le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.

(Dépôt n° 2120-20051018)

**18 octobre 2005**

---

M. Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, dépose :

Le rapport annuel de gestion du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;  
(Dépôt n° 2121-20051018)

Une modification à l'Entente entre le gouvernement du Québec et la Nation Micmac de Gespeg concernant la pratique des activités de chasse à des fins alimentaires, rituelles ou sociales ;  
(Dépôt n° 2122-20051018)

Une modification à l'Entente entre le gouvernement du Québec et les conseils de bande d'Odanak et de Wôlinak concernant la pratique des activités de chasse et de piégeage à des fins alimentaires, rituelles ou sociales ;  
(Dépôt n° 2123-20051018)

Le décret n° 375-2005 concernant l'entrée en vigueur de la Convention complémentaire n° 18 à la Convention de la Baie James et du Nord québécois.  
(Dépôt n° 2124-20051018)

---

M. Lessard, ministre du Travail, dépose :

Le rapport d'activités du Commissaire de l'industrie de la construction, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;  
(Dépôt n° 2125-20051018)

Le rapport annuel de gestion de la Commission des lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;  
(Dépôt n° 2126-20051018)

Le rapport annuel de gestion du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005.  
(Dépôt n° 2127-20051018)

---

**18 octobre 2005**

---

M. le président dépose :

Un échange de correspondance avec M. Ralph Goodale, ministre des Finances du Canada, à la suite de la motion concernant le déséquilibre fiscal adoptée à l'unanimité par les membres de l'Assemblée nationale le 8 mars 2005 ;  
(Dépôt n° 2128-20051018)

Une lettre, en date du 26 juillet 2005, qu'il a reçue de M. Joe Fontana, ministre du Travail et du Logement du Canada, au sujet de la motion concernant les travailleuses et les travailleurs âgés victimes d'un licenciement collectif adoptée à l'unanimité par les membres de l'Assemblée nationale le 16 juin 2005 ;  
(Dépôt n° 2129-20051018)

Une lettre, en date du 21 septembre 2005, qu'il a reçue de Mme Diane Lemieux, leader de l'opposition officielle, l'informant de la nomination de M. Claude Pinard, député de Saint-Maurice, à titre de membre de la Sous-commission de la réforme parlementaire en remplacement de Mme Louise Harel, chef de l'opposition officielle ;  
(Dépôt n° 2130-20051018)

Le rapport annuel de gestion du Directeur général des élections du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;  
(Dépôt n° 2131-20051018)

Le rapport annuel de gestion de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2005 ;  
(Dépôt n° 2132-20051018)

Le rapport du Directeur général des élections du Québec sur la mise en application de l'article 30.8 de la *Loi sur les élections scolaires* dans le cadre des élections partielles du 18 septembre 2005 dans la circonscription n° 9 de la Commission scolaire de Portneuf et du 25 septembre 2005 dans la circonscription n° 10 de la Commission scolaire du Lac-Saint-Jean ;  
(Dépôt n° 2133-20051018)

Le rapport du Conseil du trésor à l'Assemblée nationale sur les emplois occasionnels de la fonction publique soustraits de certaines dispositions de la *Loi sur la fonction publique* en vertu de la directive du Conseil concernant ces emplois, les motifs ayant justifié ces mesures ainsi que deux avis de la Commission de la fonction publique au sujet des modifications à cette directive, et ce, conformément à l'article 84 de la *Loi sur la fonction publique*.  
(Dépôt n° 2134-20051018)

**18 octobre 2005**

---

M. le président dépose ensuite les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 16 juin 2005 :

Décision 1272 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération et les conditions de travail du personnel des cabinets de l'Assemblée nationale et sur le paiement des services professionnels ;  
(Dépôt n° 2135-20051018)

Décision 1273 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les sommes accordées au député qui est chef d'un autre parti d'opposition représenté à l'Assemblée nationale ;  
(Dépôt n° 2136-20051018)

Décision 1274 concernant le Règlement sur les ressources financières attribuées à la commission spéciale sur la *Loi électorale*.  
(Dépôt n° 2137-20051018)

Enfin, il dépose :

Le nouveau diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 18 octobre 2005 ;  
(Dépôt n° 2138-20051018)

Copie du préavis de la motion proposée par M. Legault (Rousseau) qui sera inscrite au *Feuilleton et préavis* du mercredi 19 octobre 2005, sous la rubrique « Affaires inscrites par les députés de l'opposition ». (Dépôt n° 2139-20051018)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Simard (Richelieu), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 17 février, 17 mars, 13 et 15 septembre 2005, a tenu des auditions publiques dans le cadre de la consultation générale à l'égard du projet de loi :

n° 88 Loi sur la sécurité privée  
(Dépôt n° 2140-20051018)

**18 octobre 2005**

---

M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 20 et 21 avril, les 3, 4, 5 et 11 mai, les 23, 24, 25 et 30 août ainsi que le 1<sup>er</sup> septembre 2005, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques sur le document intitulé *Politique du médicament* ;

(Dépôt n° 2141-20051018)

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 28 septembre 2005, a procédé au choix des députés qui feront partie du comité de candidature chargé de proposer au ministre de la Santé et des Services sociaux une liste de personnes qu'il juge aptes à être nommées à titre de Commissaire à la santé et au bien-être, en application de l'article 4 de la *Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être*.

(Dépôt n° 2142-20051018)

### **Dépôts de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Hamel (La Peltrie) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 66 citoyens et citoyennes du Québec, concernant une hausse des droits d'assurance pour les motocyclistes.

(Dépôt n° 2143-20051018)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À 15 h 04, à la demande de Mme Lemieux, leader de l'opposition officielle, M. le président suspend les travaux pour quelques instants.

---

Les travaux reprennent à 15 h 14.

18 octobre 2005

---

**Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Charest, premier ministre, Mme Harel, chef de l'opposition officielle, et M. Légaré (Vanier) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne l'adoption du projet de Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles par la Commission IV de l'UNESCO le 17 octobre dernier dans le cadre de la 33<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Mme James (Nelligan) présente une motion concernant Mme Michaëlle Jean ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

Mme Lemieux (Bourget) présente une motion concernant Mme Michaëlle Jean ; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Bouchard (Vachon) et Mme Roy (Lotbinière) proposent conjointement :

**18 octobre 2005**

---

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, qui s'est déroulée le 17 octobre, en exprimant de nouveau sa volonté de combattre la pauvreté et en invitant la population et tous les acteurs économiques, sociaux et politiques à se mobiliser contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Théberge, ministre de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, Mme Champagne (Champlain) et Mme Roy (Lotbinière) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des aînés, qui a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 2005, qu'elle réitère à cette occasion la nécessité de faire preuve de solidarité, d'entraide et d'humanité à l'égard des personnes âgées et qu'elle réaffirme sa volonté de favoriser leur participation pleine et entière au développement du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Papineau (Prévost), M. Copeman (Notre-Dame-de-Grâce) et M. Légaré (Vanier) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne le décès de M. Simon Wiesenthal et offre ses plus sincères condoléances à ses proches.

**18 octobre 2005**

---

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

\_\_\_\_\_

M. Dupuis, leader du gouvernement, propose :

QUE l'Assemblée nationale entérine le mandat donné à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 113, Loi modifiant la Loi sur les appellations réservées, de procéder à une consultation générale et de tenir des auditions publiques à compter du 27 septembre 2005 ;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 2 septembre 2005 ;

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Dupuis, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 109, Loi sur le Directeur des poursuites publiques.

\_\_\_\_\_

Mme Leblanc, deuxième vice-présidente, donne les avis suivants :

**18 octobre 2005**

---

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin de préparer l'audition du directeur général de la Sûreté du Québec sur son dernier rapport annuel de gestion ;
- la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin de préparer l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale préalablement à l'audition des représentants de l'organisme ; ensuite, elle tiendra une séance publique afin d'examiner ce rapport, conformément à l'article 68 de la *Loi instituant la Commission des lésions professionnelles*.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Mme Leblanc, deuxième vice-présidente, informe l'Assemblée que, le mercredi 19 octobre 2005, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Legault (Rousseau).

Cette motion se lit comme suit :

QUE le gouvernement libéral cesse d'alourdir le fardeau fiscal des familles québécoises par des hausses de tarifs et de cotisations telles la hausse des tarifs d'électricité, des services de garde et la hausse des primes d'assurance médicaments.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Débats sur les rapports de commissions**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui a procédé à l'examen des orientations, des activités et de

**18 octobre 2005**

---

la gestion de la Société d'habitation du Québec. Ce rapport contient des recommandations.

À la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, Mme Leblanc, deuxième vice-présidente, informe l'Assemblée qu'elle a réparti le temps de parole pour ce débat restreint de la façon suivante : 10 minutes sont allouées aux députés indépendants ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat ; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes s'ajoutera à celui de l'autre groupe, tandis que le temps non utilisé par les députés indépendants pourra être redistribué également entre les groupes parlementaires ; et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

### **Débats de fin de séance**

À 18 heures, l'Assemblée tient un premier débat de fin de séance sur une question adressée par M. Simard (Richelieu) à Mme Jérôme-Forget, présidente du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale, concernant les négociations dans le secteur public.

Ensuite, l'Assemblée tient un deuxième débat sur une question adressée par Mme Doyer (Matapédia) à M. Corbeil, ministre des Ressources naturelles et de la Faune, concernant l'aide financière accordée dans le cadre des plans d'action régionaux.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, Mme Doyer (Matapédia) dépose :

Deux tableaux, produits par la Direction du développement de l'industrie des produits forestiers du ministère des Ressources naturelles et de la Faune, concernant les emplois reliés aux fermetures d'usines dans ce secteur.

(Dépôt n° 2144-20051018)

Enfin, l'Assemblée tient un troisième débat sur une question adressée par M. Valois (Joliette) à M. Pelletier, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information, concernant le gouvernement fédéral et les champs de compétence du Québec.

**18 octobre 2005**

---

À 18 h 41, Mme Leblanc, deuxième vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 19 octobre 2005, à 10 heures.

### **SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le vendredi 17 juin 2005, à 9 h 06, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, président de l'Assemblée nationale, de M. Lessard, ministre du Travail, et de M. Bernard (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), représentants du premier ministre, et de Mme Giguère, directrice du Secrétariat de l'Assemblée et représentante du secrétaire général, il a plu à l'honorable Lise Thibault, lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 2 Loi concernant l'obtention et l'exécution réciproques des décisions en matière d'aliments
- n° 38 Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être
- n° 57 Loi sur l'aide aux personnes et aux familles
- n° 94 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et d'autres dispositions législatives
- n° 95 Loi modifiant diverses dispositions législatives de nature confessionnelle dans le domaine de l'éducation
- n° 97 Loi modifiant la Loi sur la Régie des installations olympiques
- n° 98 Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives
- n° 100 Loi budgétaire n° 2 donnant suite au discours sur le budget du 30 mars 2004 et à certains autres énoncés budgétaires
- n° 101 Loi sur le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles
- n° 102 Loi concernant le financement de certains régimes de retraite
- n° 103 Loi modifiant la Loi sur la justice administrative et d'autres dispositions législatives

**18 octobre 2005**

---

- n° 104 Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions législatives
- n° 105 Loi modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires
- n° 106 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé
- n° 108 Loi modifiant la Loi sur l'assurance parentale et d'autres dispositions législatives
- n° 110 Loi modifiant la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales et d'autres dispositions législatives
- n° 111 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal
- n° 112 Loi modifiant la Loi sur le tabac et d'autres dispositions législatives
- n° 115 Loi modifiant la Loi sur l'Administration régionale crie
- n° 220 Loi concernant la Ville de Thetford Mines
- n° 224 Loi concernant la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
- n° 225 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la ville du Lac Saint-Joseph
- n° 227 Loi concernant la Ville de Magog
- n° 229 Loi concernant Pipeline Saint-Laurent
- n° 230 Loi concernant la Ville de Gaspé
- n° 232 Loi modifiant divers règlements d'emprunt émanant de la Ville de Montréal
- n° 393 Loi modifiant la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

*Le président*

**18 octobre 2005**

---

**MICHEL BISSONNET**